

Unité interdépartementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 SAINT-BARTHÉLEMY D'ANJOU

SAINT-BARTHÉLEMY D'ANJOU, le 2/08/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/07/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



**SICOGAZ SA**

ZA du Gats

72 350 BRULON

Références : 2022-396\_INSP\_SICOGAZ – Brûlon\_RAP  
Code AIOT : 0006302985

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/07/2022 dans l'établissement SICOGAZ SA implanté ZA du Gats 72350 BRULON . L'inspection a été annoncée le 17/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le programme pluriannuel de l'inspection, et plus particulièrement dans le cadre de l'action nationale "sous-traitance dans les sites Seveso"

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SICOGAZ SA
- ZA du Gats 72350 BRULON
- Code AIOT : 0006302985
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas

La société SICOGAZ exploite sur la commune de Brûlon une installation de stockage de gaz inflammables liquéfiés en réservoirs manufacturés, sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 17 août 2004 (classement sous la rubrique 4718-2 de la nomenclature des installations classées, avec une capacité maximale de 185 t).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- protection cathodique,
- suivi des tassements différentiels,
- surveillance des soupapes de sécurité
- action nationale sous traitance
- séisme

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
0	Protection contre la corrosion	Arrêté Préfectoral du 17/08/2004, article 2.3.2.1.2	/	Sans objet
2	Entretien des soupapes	Arrêté Préfectoral du 17/08/2004, article 2.3.2.3	/	Sans objet
4	Moyens de lutte	Arrêté Préfectoral du 17/08/2004, article 4.2.2.2	/	Sans objet
8	Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet
9	Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contrôle des déformations du réservoir	Arrêté Préfectoral du 17/08/2004, article 2.3.1.3	/	Sans objet
5	Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
10	Protection contre les séismes	Arrêté Préfectoral du 12/09/2008, article 5	/	Sans objet
11	Détection gaz	Arrêté Préfectoral du 17/08/2004, article 2.3.2.6	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection a permis de mettre en évidence la nécessité pour le site :

- de formaliser dans des consignes les points de contrôle réguliers à mener dans le cadre du suivi de la protection cathodique du réservoir,
- de suivre de manière plus rigoureuse le suivi en service de chaque soupape de sécurité du réservoir,
- de former tous les intervenants extérieurs aux risques présents sur le site,
- de s'assurer de leur participation à des exercices mettant en jeu des situations d'urgence.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 0 : Protection contre la corrosion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/08/2004, article 2.3.2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Corosion
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le réservoir est préservé des effets de la corrosion par une protection passive (revêtement de surface) et par une protection active (protection cathodique par soutirage de courant, par anodes sacrificielles...). Les paramètres électriques de fonctionnement de la protection cathodique sont contrôlés au moins une fois par semestre et relevés sur un cahier d'exploitation réservé à cet usage. Les contrôles portent notamment sur : .la tension de sortie du redresseur .l'intensité débitée .le réglage du potentiomètre de consigne. La vérification du matériel de contrôle et du potentiel du réservoir par rapport à une électrode de référence est réalisée au moins une fois par an.
<b>Constats :</b> L'inspection a permis de consulter les deux derniers rapports relatifs à la protection cathodique datant de décembre 2021 et juin 2022, réalisés par la société IPSI. Si la conclusion des rapports est claire quand au fait que la protection cathodique du réservoir sous talus du site de Brulon est fonctionnelle et efficace, il apparaît que les rapports de vérification mériteraient d'être plus explicites dans leur description des contrôles effectués, vis à vis des attendus. Par exemple, quand il est indiqué que les niveaux de potentiel Eoff mesurés au cours du contrôle répondent au critère de protection cathodique de -850 mV, il faut comprendre, après lecture de la norme NF EN 12954, que le potentiel mesuré doit être inférieur au potentiel du métal à protéger, correspondant au seuil auquel la vitesse de corrosion est suffisamment basse pour être acceptable. Dans le cas de métaux ou alliages en aciers au carbone, d'aciers faiblement alliés ou fontes, ce seuil de protection est effectivement de – 850mV. De plus, il n'est pas aisé de retrouver dans les rapports de vérification les attendus visés dans la prescription 2.3.2.1.2 de l'arrêté de 2004 : la tension de sortie du redresseur, l'intensité débitée, le réglage du potentiomètre de consigne : n'apparaissent pas dans le compte rendu de vérification, dans la partie « 7. Contrôle ». En outre, l'exploitant ne dispose pas d'une consigne décrivant les actions de contrôle qui doivent être menées chaque semestre, ni les valeurs de référence attendues. Cette consigne validée et dument datée sera transmise à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 1 : Contrôle des déformations du réservoir

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/08/2004, article 2.3.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déformation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un dispositif tel que piges en contact direct avec la paroi du réservoir doit permettre de contrôler dans le temps d'éventuelles déformations résultant des mouvements du terrain. Les déformations sont estimées à partir de bornes de référence fixes. Chaque contrôle de positionnement du réservoir doit permettre la comparaison avec les valeurs admises par le constructeur du réservoir, et la vérification de l'admissibilité des contraintes induites dans les canalisations reliées qui y sont reliés Ces valeurs font l'objet d'une consigne particulière. En cas de dépassement de l'une des valeurs limites définies ci-dessus, le réservoir doit être immédiatement vidangé Un nouveau remplissage ne pourra s'effectuer qu'avec l'accord préalable de l'inspection des installations classées, après avis du constructeur et d'un organisme indépendant compétent en la matière. Périodicité des contrôles de déformation : .avant et après chaque épreuve hydraulique .à la mise en exploitation : en cours et en fin de remplissage .tous les trois mois dans la première année suivant le premier remplissage .tous les ans par la suite.
<b>Constats :</b> L'inspection a permis de consulter le dernier rapport de vérification de la stabilité du réservoir sous talus, daté du 14 octobre 2021, comprenant une première partie de mesures par un géomètre Expert, et un rapport d'analyses associées à ces mesures par l'APAVE en date du 7 décembre 2021. L'inspection note qu'aux 3 points de suivi initiaux situés au dessus du réservoir, 5 points supplémentaires situés sur les tuyauteries et supportages, ont été rajoutés en 2009. L'inspection note que sur ces 5 points supplémentaires (A, B, C, D,E), seuls 4 font l'objet d'une analyse de tassement différentiel par l'APAVE. L'APAVE conclut à une stabilité absolue du tassement du réservoir à chaque point de mesures, et à une stabilisation des tassements différentiels dans le temps (inférieur au 20 mm définis par le constructeur). L'APAVE conclut également à la stabilité des relevés altimétriques de la tuyauterie de soutirage avec une absence de tassement, et à une stabilité des écarts altimétriques entre le soutirage et le corps du réservoir.
<b>Observations :</b> L'inspection observe qu'une mise en cohérence des noms de points de contrôle des tuyauteries donnés par le géomètre et ceux utilisés par l'APAVE faciliterait la lecture des rapports. Par ailleurs, l'exploitant vérifiera pourquoi 5 points sont mesurés, alors que seuls 4 points sont analysés chaque année.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Entretien des soupapes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/08/2004, article 2.3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Soupapes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le réservoir cylindrique sous talus sera équipé de deux soupapes au moins dimensionnées conformément à la réglementation des appareils à pression de gaz en particulier : -la pression de levée sera au plus égale à la pression maximale de service -chacune de ces soupapes sera capable d'assurer le plein débit à une pression au plus égale à 110 % de la pression maximale de service. Chaque soupape sera entretenue et essayée selon les modalités et une périodicité définies par une consigne particulière. Les travaux d'entretien et les essais seront consignés sur un registre.
<b>Constats :</b> L'inspection a consulté la fiche de suivi des contrôles et entretiens périodiques des soupapes en question. Une unique fiche de suivi est utilisée pour le suivi des 2 soupapes qui peuvent être utilisées à tour de rôle, que ce soit pour le repère HV103, ou le repère HV102 : L'inspection rappelle qu'une fiche de suivi doit être associée à un seul équipement, en fonction de son repère figurant sur la plaque constructeur : par exemple, pour la soupape située au repère HV103 : il faudrait 2 fiches de vie, une pour la soupape 308 490 et une autre pour la soupape 352 244. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une consigne définissant les modalités d'entretien, de contrôle, de retarage, ainsi que les périodicités associées. Cette consigne validée et dument datée sera transmise à l'inspection.  L'exploitant a présenté les derniers PV de remise en état des soupapes 308 491 et 308 490 datant du 8 nov 2021 ; L'exploitant fournira les derniers PV de remise en état des 2 autres soupapes 352 244 et 352 245.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Moyens de lutte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/08/2004, article 4.2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, réserves incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La citerne doit être équipée des moyens permettant le branchement des équipements des pompiers. Une réserve d'eau de 240 m <sup>3</sup> est réservée à l'usage des services d'incendie et de secours. Elle doit se trouver hors de la zone de dangers (260 m) sans être éloignée au plus de 400 m du site. Elle est accessible aux engins des pompiers et équipée de manière à permettre la mise en œuvre rapide des moyens d'intervention. Les équipements des réserves d'eau sont réceptionnés par le service départemental d'incendie et de secours. »
<b>Constats :</b> Par rapport aux constats issus de la précédente inspection du 19 octobre 2021 :  R1 : l'inspection a constaté la réorientation des raccords, oreilles verticales, sur les deux réservoirs incendie R2 : L'inspection a constaté la mise en place de 2 manomètres avec tableau d'équivalence afin de connaître le niveau d'eau dans les réservoirs. Le jour de l'inspection, le premier réservoir était rempli à 83 % et le second à 100 %; R3 : L'inspection a constaté que l'aire de stationnement destinée au SDIS a bien été élargie aux dimensions 8mx8m ; Par ailleurs, l'inspection a constaté que des panneaux ont été installés afin de signaler les réservoirs et leur numéro pour le SDIS.  Le premier réservoir est à remplir à hauteur de 100%.  Au jour de l'inspection, les services du SDIS n'ont pas encore pu venir sur place réceptionner les travaux décrits ci-dessus
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Organisation, formation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Organisation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose de la liste des noms des chauffeurs habilités à venir charger ou décharger sur le site. Il dispose également des plans de prévention permanents (1 an) pour les entreprises amenées à intervenir régulièrement. Pour les autres entreprises qui interviennent ponctuellement, les noms des personnes susceptibles d'intervenir sont identifiées dans les plans de prévention ponctuels.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Gestion des situations d'urgence

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.</p> <p>Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.</p> <p>Ces procédures font l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;</li> <li>- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.</li> </ul> <p><b>Constats :</b> Une formation est bien dispensée à tous les chauffeurs présents sur le site pour des opérations de chargement/déchargement. Les boutons d'arrêt d'urgence leur sont présentés, et dans quelles situations ils doivent les actionner. En cas d'alarme, les consignes à tenir leur sont données. Il arrive que des chauffeurs soient associés lors d'exercices POI (exemple dernière inspection POI de la DREAL), mais cela n'est pas spécifiquement prévu, ainsi que la participation d'entreprises extérieures de maintenance à des exercices. Ceci pourra faire l'objet d'un point d'amélioration.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Formation des entreprises extérieures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Formation / documentation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p> <p><b>Constats :</b> Les chauffeurs suivent une formation liée à l'activité du site, dispensée par le chef du dépôt. Comme le prévoit la procédure « Gestion des entreprises extérieures », l'acquisition de la formation est validée par un QCM auquel le chauffeur doit obtenir au minimum 70 % de bonnes réponses. L'inspection a pu consulter par sondage des réponses aux QCM, et vérifié que pour un chauffeur habilité sur le site, sa formation initiale et son QCM avaient bien été faits. Cependant, contrairement à ce que prévoit la procédure, les autres sous-traitants ne suivent pas de formation dispensée par le chef de dépôt.</p> <p>L'exploitant s'assure que l'ensemble des sous-traitants amenés à travailler sur le site suivent une formation liée à l'activité du site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 10 : Protection contre les séismes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/09/2008, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, séisme
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant élabore et met en œuvre un plan de visite des équipements critiques au séisme identifiés dans l'étude de danger... Ce plan a pour objectif de s'assurer de l'intégrité des équipements et de la qualité de leurs ancrages et fixations. ... Le plan de visite, le bilan des visites et des suites qui leur ont été données sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Ce plan est élaboré conformément aux dispositions de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié susvisé, et au plus tard, au 1er janvier 2020.
<b>Constats :</b> Ce constat fait l'objet d'une annexe confidentielle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Détection gaz**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/08/2004, article 2.3.2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le réseau de détection installé dans le dépôt doit permettre de contrôler les zones suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- pomperie de GPL,</li><li>- les aires de chargement/déchargement des camions,</li><li>- la canalisation de soutirage</li></ul>
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté la présence de 5 détecteurs de gaz positionnés tout autour de ces zones. L'inspection a consulté le dernier rapport de vérification semestrielle de ces détecteurs, par Promat sécurité, en date du 23 juin 2022, relevant un fonctionnement satisfaisant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet